

## FORUM

# La colère des banlieues

Le projet de loi de la ministre Harel fusionnant entre autres les municipalités de l'île de Montréal et de la Rive-Sud nous a valu un très abondant courrier de banlieusards en colère. Voici quelques-uns de ces textes.

## Un vote de moins

M. BOUCHARD, Mme Harel, Mme Beaudoin, je vous écris pour exprimer ma colère et mon indignation à la suite de l'annonce de la fusion des municipalités de la rive-sud de Montréal. J'ai peine à croire qu'un parti politique qui prône l'indépendance du Québec en s'appuyant sur la volonté du peuple méprise à ce point l'opinion des citoyens de municipalités visées par ce projet de loi et agisse de façon aussi anti-démocratique.

La ville de Saint-Bruno-de-Montarville est une des municipalités les mieux gérées au Québec et se verra noyée dans une mégastucture dont l'efficacité de gestion sera à coup sûr inférieure à la situation actuelle. Par conséquent, les citoyens de Saint-Bruno-de-Montarville auront sans doute à faire face à une hausse de taxes municipales pour éponger les dépenses des municipalités voisines et pour défrayer le coût de services dont ils ne veulent pas. La quasi totalité des citoyens de Saint-Bruno-de-Montarville avait clairement exprimé son désaccord par des pétitions qui vous ont été envoyées au cours des semaines passées et vous êtes malgré tout allés de l'avant avec votre projet de loi. Il semble que la seule solution qui nous soit laissée pour exprimer notre mécontentement face à votre gouvernement soit de nous exprimer aux prochaines élections provinciales. Je vous fais part par la présente de mon intention de m'assurer que votre gouvernement n'obtiendra pas mon vote ni celui de tous ceux que je pourrai influencer d'ici là.

ÉRICK DUPUIS  
Saint-Bruno-de-Montarville

## Un message le 27 novembre

JE M'INSURGE contre le projet de loi 170 du gouvernement Bouchard. C'est un autre exemple de la dictature de ce parti qui triche continuellement tout en parlant de démocratie. Ce n'est pas la première fois que le Parti québécois affiche de façon flagrante son mépris pour les Québécois et c'est loin d'être la dernière. Je trouve incroyable qu'un gouvernement « obsédé » (l'expression utilisée par M. Bouchard lui-même) par la tenue d'un autre référendum sur la souveraineté (ou l'indépendance ou la séparation, selon ce qui est plus populaire) du Québec démontre autant de dédain pour le droit démocratique de ses citoyens de vivre dans la communauté de leur choix.

Les libéraux de Jean Charest ont promis de respecter la volonté du peuple lors des référendums municipaux. Bouchard, lui, les a déclarés insignifiants et sans aucune autorité démocratique ou morale. Imaginez un peu la réaction de M. Bouchard si Jean Chrétien osait démontrer autant de mépris ! Imaginez si le gouvernement fédéral suivait l'exemple du Québec lors du référendum de Mont-Tremblant (celui-là avec une question claire et une majorité écrasante) et qu'il disait : « nous n'accepterons pas le résultat, quel qu'il soit ». Même la loi sur la clarté, dont les principes reposent pourtant sur une décision de la Cour

suprême du Canada, ne va pas aussi loin. Il est donc important que la population entière envoie un message clair à ce gouvernement anti-démocratique. La population, les travailleurs, les syndicats, les maires ont tous une opportunité en or de faire passer ce message le 27 novembre. Le Bloc québécois est le club ferme du Parti québécois et son chef, Gilles Duceppe, est la marionnette de Lucien Bouchard. Une baisse importante dans le nombre de députés bloquistes qui commenceraient leur troisième « dernier mandat » serait une gifle à la figure du premier ministre. Ceux et celles qui envisageaient de voter pour le Bloc ont plusieurs options : voter pour un autre candidat, rejeter leur bulletin de vote, annuler leur bulletin de vote ou simplement rester chez eux.

Ne nous leurrions pas ; si le Bloc maintient ou augmente son nombre de sièges à la Chambre des communes, Bouchard claironnera sur tous les toits qu'il a l'appui de la population pour son projet indigne et anti-démocratique.

ANDRÉ BORDELEAU  
Pointe-Claire

## Un vrai désastre

MME OUMET, une vraie ville, vous dites (*La Presse*, 17 novembre) ? Pointe-Claire est une vraie ville, Boucherville l'est aussi. S'il s'agit, comme vous prétendez, d'une question d'équité fiscale, le gouvernement n'a qu'à redistribuer le fardeau fiscal de chaque municipalité. Pour atteindre cet objectif, il n'est pas nécessaire d'enterrer les villes comme Boucherville ou Senneville dont l'histoire remonte à plus de 300 ans. Une vraie ville ? Non. Un vrai désastre. *Bigger is not better.*

MARK BANTEY  
Senneville

## Légal, mais illégitime

MADAME HAREL, votre entrevue avec Stéphane Bureau au Point n'a fait qu'augmenter mon indignation. Plutôt que de tenter d'expliquer les raisons des fusions, vous vous êtes simplement réfugiée derrière l'argument selon lequel le gouvernement avait légalement le droit de faire cela. Vous avez clairement dit que même si plus de 11 000 citoyens de Saint-Bruno (une énorme majorité des familles) s'opposaient à cette fusion, cela n'avait aucune importance car le gouvernement n'est pas tenu légalement d'écouter les citoyens. Effectivement, notre système parlementaire est tel que le gouvernement possède tous les droits. Avez-vous pour cela la légitimité ? Est-ce qu'un gouvernement qui n'a jamais parlé de faire un des plus grands bouleversements au Québec (selon Monsieur Bouchard lui-même) a le droit de l'imposer par la voie légale ? Est-ce qu'un gouvernement qui a été élu avec moins de vote populaire que l'opposition à la légitimité nécessaire à bouleverser nos municipalités et nos modes de vie ? Le pouvoir isole. Cela est évident à voir le mépris que vous affichez pour les citoyens qui s'opposent à votre fusion. Vous avez décidé que vous saviez mieux que nous ce qui était bon pour nous et vous vous vantez même d'avoir le « courage » de nous imposer votre réforme. Je n'ai jamais fait de politique mais votre attitude me révolte tellement que je me retrouve à m'impliquer de plus en plus.

JEAN-CLAUDE PIEDBOEUF

## Le vol de mon âme

DANIEL RENAUD

L'auteur est un citoyen de Montréal-Nord.

Monsieur Bouchard, DEPUIS 34 ANS, je vis à Montréal-Nord. J'y vivais en paix et en tranquillité. Le 15 novembre, M. Bouchard, vous êtes venu troubler cette paix en proposant d'anéantir ma municipalité.

Vous ne semblez pas avoir compris que les citoyens d'une municipalité choisissent un modèle de milieu de vie qui correspond à un équilibre. J'ai choisi de vivre à Montréal-Nord pour une foule de raisons. Au-delà de son faible niveau de taxation, j'ai choisi un milieu paisible et entouré d'une multitude d'organismes

socio-communautaires. J'ai choisi une municipalité de taille moyenne offrant une qualité de services correspondant à mes besoins. La réorganisation municipale que vous proposez vient briser cet équilibre.

Vous me proposez de joindre un vaste ensemble municipal impersonnel, loin des citoyens. Nous n'avons pas besoin d'une fusion forcée pour regrouper les forces vives de notre région. Depuis quelques années, les municipalités de l'île ont appris à coopérer par le biais d'ententes de services, à un coût raisonnable pour les citoyens.

M. Bouchard, une municipalité a une âme, une couleur, une saveur. Elle a été mise sur pied par une foule de gens qui

ont un certain nombre de traits en commun. Cette âme ne s'achète pas. Elle se gagne par la confiance. À ce jour, M. Bouchard, vous n'avez rien fait qui puisse me convaincre de votre bonne foi.

En fait, la municipalité correspond au niveau de gouvernement dont les responsabilités sont les plus près du citoyen. Par conséquent, ses représentants doivent être accessibles et au fait de la réalité quotidienne. Ce n'est pas ce que m'offre cette réforme.

Après avoir critiqué l'ingérence et l'arrogance du gouvernement fédéral, voilà donc que vous agissez de la même façon envers le monde municipal. M. Bouchard, vous ne toucherez pas à ma ville. Vous ne volerez pas mon âme.



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Dimanche dernier, des milliers de citoyens ont manifesté leur opposition au projet de fusions du gouvernement Bouchard.

## Longueuil, mon oeil !

RAYNALD BANVILLE

L'auteur est Montarvillois.

PAS BESOIN d'être la tête à Papineau pour se rendre compte de la différence entre Saint-Bruno et Longueuil. Un monde les sépare ! Quiconque a visité les deux endroits, le sait. Longueuil, c'est un dortoir sans âme. Et aucun de ses boulevards Chambly ou Taschereau ne saurait lui en donner une. Saint-Bruno, c'est le petit village fait ville. Sympathique !

En fait, Saint-Bruno a une âme.

C'est à cela qu'on touche, d'où qu'on soit, quand on cherche à nous enfoncer dans la gorge toutes ces fusions forcées. On atteint à notre sentiment d'appartenance. On touche à un choix fondamental qui nous a fait préférer un endroit à un autre, qui pour élever ses enfants, qui pour profiter de la quiétude des lieux, qui pour s'y réfugier du brouhaha urbain.

Quand de Montarvillois, on veut faire de moi, *manu militari*, un Longueillois, c'est à mes choix profonds qu'on s'attaque, à mon identité ! On réveille ma passion, ma rage et mon refus. Comme autrefois, rappelez-vous, à Baie-Comeau et Hauterive.

Je vomis le prétexte dissimulé derrière cette « déportation », ce maître mot de l'époque appelé économie d'échelle. Encore un peu et on nous dira que c'est

pour une question de « synergie régionale ». Le maire Gladu, de Longueuil, s'en gargarise déjà le gosier, qui clame à qui veut l'entendre que, lui, il voudrait bien être calife de cette Longueuil vampirisante. À beau vouloir fusionner qui va avaler son voisin...

Moi, si on m'« exile » contre mon gré, j'y perds. Et beaucoup ! À commencer par ma qualité de vie.

Mon Saint-Bruno, je l'ai choisi parce qu'il est convivial. Les services municipaux, par exemple, ils sont proches du citoyen. Faites l'expérience, allez vous chercher un permis de rénovation dans l'un et l'autre hôtel de ville et vous verrez comment vite on devient fou pour avoir côtoyé une administration hyperfonctionnarisée et impersonnelle.

Non seulement veut-on me prendre mon âme et celle de mon village, mais on veut également nous détrousser, lui et moi. Saint-Bruno, j'en suis fier, est un modèle de gestion municipale, d'ailleurs les taxes y sont au plus bas. Qui voudrait de Longueuil pour modèle ? Encore moins pour percepteur.

Et pensez-vous que je crois Lucien Bouchard quand il nous promet qu'il y

aura des mesures de mitigation ? Ces politiciens sont tous les mêmes ! Bouchard comme les autres, qui a toujours à la bouche cette phrase mille fois rabâchée : « Une telle situation est inacceptable. Notre gouvernement ne saurait la tolérer. Nous allons prendre les mesures nécessaires pour corriger la situation, des mesures que nous ferons connaître en temps et lieu ». La belle affaire !

Ce qui me choque dans cette histoire, et je suis loin d'être le seul, c'est l'entorse qu'on fait à la démocratie.

Je vote au municipal et j'y paye des taxes. Et j'attends de mes élus qu'ils gèrent ma municipalité comme on leur demande.

Je vote au provincial et j'y paye des impôts. J'attends de mes élus qui cette fois sont trop loin, qu'ils sachent au moins écouter ma voix et celle de tous mes concitoyens menacés d'annexion.

Et dans un référendum s'ils en ont le courage. Je sais bien cependant que c'est le genre de plan « B » auquel ils ne sauraient se résoudre, tellement il leur ferait des « conditions perdantes ».

Moi, je leur dis « NON » tout de suite. Quant à Longueuil et à son maire, « mon oeil » !

## Qui voudrait de Longueuil pour modèle ?

## Duplessis de retour au pouvoir ?

JEAN-DENIS FOURNEL

L'auteur habite Longueuil.

Monsieur le premier ministre,

D'ENTRÉE DE JEU, monsieur le premier ministre, je veux vous préciser que le citoyen qui vous écrit a voté pour le PQ

à toutes les élections depuis 1970 et a aussi voté Oui aux deux référendums. On ne peut donc pas dire que c'est un maudit libéral « teindu » rouge qui s'adresse à vous.

Monsieur le premier ministre, de quel droit êtes-vous en train de bafouer ainsi les règles les plus élémentaires de la démocratie en décidant pour nous, simples petits citoyens, que notre épanouissement futur passe par la fusion forcée de nos villes ? Pour qui vous prenez-vous pour décider ainsi de notre quotidien ? Avez-vous perdu de vue que nos maires et conseillers sont, eux aussi, élus comme vous, pour nous représenter ? Qu'est-ce qui vous autorise donc à passer ainsi sur le dos de nos élus avec un bulldozer ? Je comprends que les



Lucien Bouchard

pouvoirs municipaux sont dévolus par le provincial dans la constitution canadienne mais le respect de nos institutions municipales est fondamental.

Pourquoi ce comportement aussi méprisant envers une partie importante de la population québécoise qui vous dit Non tout comme aux deux référendums précédents ? Comment pouvez-vous être aussi certain, vous et votre ministre Louise Harel, que vous êtes dans le droit chemin ? Et comment pouvez-vous affirmer aussi haut et fort que nos référendums ne seront que consultatifs et que le gouvernement n'est aucunement lié par ces résultats ? Et dites-moi donc, monsieur Bouchard, alias Duplessis, pourquoi le gouvernement fédéral devrait-il absolument respecter un « Oui à un très, très, hypothétique troisième référendum avec une majorité de 50 + 1 % alors que vous méprisez des résultats exprimés à plus de 97 % contre les fusions forcées ?

Ce que vous voulez vraiment faire avec ces fusions, monsieur le premier ministre, c'est de créer des villes tellement grosses que l'imputabilité des décisions prises deviendra impossible. Plus c'est gros, plus c'est difficile à contrôler, tout être normal sait ça. À part quelques illuminés que vous manipulez très bien dans ce projet de loi sordide, qui donc dans la population vous a supplié de présenter cette loi ? Ces fusions sont censées amener une baisse de nos taxes mais votre gouvernement est incapable de quantifier cette baisse. Encore une fois, votre gouvernement fait preuve d'improvisation sur un thème. Vous voulez simplement imiter l'Ontario.

Et vous, monsieur le premier ministre, qu'attendez-vous justement pour fusionner une trentaine de circonscriptions électorales afin de réduire nos impôts comme l'Ontario l'a fait avant les dernières élections ? Si les fusions sont bonnes pour le petit peuple, elles sont aussi bonnes pour ses dirigeants.